

MANSFIELD, Edward D. & Helen V. MILNER (dir.). *The Political Economy of Regionalism*. New York, Columbia University Press, 1997, 286 p.

Alfredo C. Robles, Jr.

Volume 30, numéro 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704004ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704004ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Robles, A. C. (1999). Compte rendu de [MANSFIELD, Edward D. & Helen V. MILNER (dir.). *The Political Economy of Regionalism*. New York, Columbia University Press, 1997, 286 p.] *Études internationales*, 30(1), 157–159.
<https://doi.org/10.7202/704004ar>

péenne et l'Uruguay Round comme la conséquence du besoin de révision de la portée du GATT rendue incontournable après les ratifications de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et de l'Accord de libre-échange nord-américain. Pour les auteurs, s'il y a une distance entre le multilatéralisme, préoccupé par des questions d'ordre plus global, et le régionalisme, plus adapté à la gestion de l'interdépendance de proximité, cette dernière peut être diminuée par une coopération visant la convergence des deux logiques et par une dotation du système multilatéral d'un régime efficace de contrôle du phénomène régionaliste. Le squelette du contenu du livre ayant été présenté et ses thèses pertinentes identifiées, qu'en est-il de l'évaluation de l'ouvrage ?

L'ouvrage est très pertinent, pour avoir traité d'un thème aujourd'hui décisif pour l'avenir du commerce international, et très actuel, pour avoir choisi le multilatéralisme et le régionalisme comme centres de gravité d'une part et avoir fait une lecture enrichissante de l'avancée du régionalisme de l'Europe à l'Asie en passant par les Amériques. Composé des différentes contributions écrites par des auteurs avertis, l'ouvrage va au-delà des théories courantes qui considèrent le multilatéralisme et le régionalisme comme deux forces antagoniques pour éclairer le complexe relationnel que structurent leurs interactions. Bien plus, il confirme avec méthode et clarté la thèse complémentariste de l'OCDE, illumine avec intelligence le dilemme théorique entre multilatéralisme et régionalisme et met aisément en perspective les logiques de libéralisation du commerce international à l'aube du XXI^e siècle. Ce faisant, aussi bien

pour les étudiants de l'économie politique internationale que pour les gestionnaires des politiques de commerce extérieur des États, nous disons que cet ouvrage mérite d'être lu essentiellement parce que ses auteurs ont su le placer aux premières loges de la littérature sur l'évolution, l'influence et les interactions entre le multilatéralisme et le régionalisme.

Munda Simamba BARUTI

*Candidat au doctorat en science politique,
Université Laval, Québec*

The Political Economy of Regionalism.

MANSFIELD, Edward D. & Helen V.
MILNER (dir.). *New York, Columbia
University Press, 1997, 286 p.*

Bien que la prolifération des projets régionaux – allant de l'ALENA jusqu'à l'Union économique et monétaire en passant par l'AFTA – ait stimulé la réflexion universitaire sur le régionalisme, celle-ci est rarement interdisciplinaire. L'ouvrage publié sous la direction de Mansfield et Milner vise à combler cette lacune en adoptant la perspective de l'économie politique, laquelle met l'accent sur l'influence des facteurs politiques sur les arrangements régionaux (p. 5). Il y a plusieurs façons de classer les contributions à l'ouvrage, qui reprend les huit communications présentées lors d'un colloque tenu à l'Université Columbia aux États-Unis en 1995. Si l'on considère l'objet de l'analyse, il apparaît clairement que les accords de commerce préférentiels continuent à susciter l'intérêt de la plupart des spécialistes (voir les articles de Haggard, Mansfield et Bronson, et Yarbrough et Yarbrough). Seul Cohen se penche sur la nature des régions monétaires,

tandis que le régionalisme en matière de sécurité retient l'attention de Kupchan. Du point de vue géographique, la moitié des contributions s'appuie sur l'expérience de l'Europe et des Amériques (Padoan, Milner, Kupchan, Mansfield et Bronson), l'Asie (ou l'Asie-Pacifique, ou l'ASEAN) n'apparaissant qu'occasionnellement (Haggard, Grieco). Enfin, si le critère de classement retenu est l'approche théorique, on constate que les approches (néo)réalistes dominent, Kupchan étant le seul constructiviste.

Dans leur avant-propos, Mansfield et Milner ont tenté de faire la synthèse des contributions sur la base des réponses qu'elles apportent aux trois questions fondamentales : les explications du régionalisme au niveau international, les explications de celui-ci au niveau national, et les causes et conséquences des variations dans les formes du régionalisme. Puisque c'est surtout la première question qui est abordée par la plupart des auteurs, c'est celle qui va retenir notre attention dans cette recension. Yarbrough et Yarbrough (pp. 134-163) soutiennent que le choix d'un mécanisme de règlement juridique des différends est décisif pour obliger les États parties à un accord de commerce préférentiel à respecter leurs engagements. En matière de sécurité, Kupchan (pp. 209-238), craignant que l'expansion de l'OTAN ne provoque une réaction de la Russie suivant la logique de l'équilibre des puissances, propose la création de trois organismes sous-régionaux en Europe, dans lesquels deux États (l'Allemagne en Europe occidentale et centrale et l'Ukraine en Europe centrale et orientale) joueront le rôle des États-pivots. Sur le point

de savoir si le nombre d'acteurs exerce une influence sur le développement du régionalisme, Haggard (pp. 20-49) croit que c'est moins le nombre d'États qui compte que leurs préférences. Ce serait la convergence des préférences des États-Unis, du Canada et du Mexique qui expliquerait les origines de l'ALENA ; en revanche, l'absence d'une telle convergence constitue le frein au développement institutionnel du régionalisme dans l'Asie-Pacifique. Cependant, Padoan (pp. 107-133) reprend l'argument traditionnel concernant l'importance du nombre et élabore un modèle dans lequel la création d'une institution est partiellement fonction du nombre d'États disposés à coopérer. Défenseur ardent de l'approche (néo)réaliste, Grieco (pp. 164-187) affirme que les disparités des capacités au sein d'une région vont provoquer l'opposition des États désavantagés à l'établissement et à l'approfondissement des institutions régionales. La conclusion de l'article de Mansfield et Bronson (pp. 188-208) est étonnante, dans la mesure où elle affirme que c'est l'appartenance à une alliance plutôt qu'à un accord commercial préférentiel qui explique l'accroissement du commerce entre les grandes puissances membres de l'alliance.

En ce qui concerne les origines nationales du régionalisme, Milner (pp. 77-106) soutient que la forme d'un arrangement régional constitue une réponse rationnelle des dirigeants politiques au sein d'un État aux pressions exercées par des firmes nationales qui jouissent d'économies d'échelle. Pour sa part, Cohen (pp. 50-76) analyse les conflits, à propos des régions monétaires, qui peuvent opposer les

États soucieux de maintenir leur contrôle sur la politique monétaire et des acteurs privés.

En dépit de l'intérêt que suscitent certains articles, on ne peut s'empêcher de formuler certaines réserves à l'encontre de l'ouvrage dans son ensemble. L'Asie fait figure de parent pauvre dans le recueil; parmi les auteurs, il n'y a que Haggard qui puisse prétendre à des connaissances approfondies de ce continent. Du point de vue théorique, l'absence de contribution reflétant les perspectives matérialistes (marxistes ou non) est à déplorer: l'ouverture théorique serait-elle une exigence démesurée pour un livre publié aux États-Unis? En outre, les auteurs, à l'exception de Haggard (p. 48, note 1) et Yarbrough et Yarbrough (p. 160, note 1), n'arrivent pas à distinguer le régionalisme en tant que politique des États et la régionalisation en tant que processus de fait qui a lieu sous l'impulsion donnée par les acteurs de la société civile. D'où l'absence dans la plupart des contributions (sauf dans celles de Haggard, Cohen et Milner) d'une réflexion systématique au sujet du rôle des acteurs privés dans le processus de régionalisation; parmi ceux-ci, la grande absente de cet ouvrage, c'est la société transnationale. Si le livre est utile à bien des égards, on peut douter qu'il fasse autorité sur le régionalisme.

Alfredo C. ROBLES, JR.

*Département de science politique
Université de La Salle
Manille, Philippines*

CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

Paths to Peace. Is Democracy the Answer?

FENDIUS ELMAN, Miriam (dir.).
Cambridge, The MIT Press, 1997, 542 p.

Les démocraties sont-elles plus pacifiques que les autres régimes politiques? La question n'est pas nouvelle. Déjà en 1917 le président Woodrow Wilson faisait, dans sa déclaration en 14 points, de la démocratisation un objectif fondamental pour parvenir à l'établissement d'un ordre international plus sûr. La dislocation de l'empire soviétique a replacé cette interrogation au cœur des débats. On trouve tout au long de ce siècle une importante littérature sur ce sujet, essentiellement produite aux États-Unis, qui a abondamment nourri le débat inter-paradigmatique dans le champ des relations internationales. La « fin des idéologies » et l'affirmation d'un libéralisme trop souvent perçu aujourd'hui comme l'évolution « naturelle » du monde ont donné à cette question une acuité d'autant plus grande qu'il ne s'agit pas d'un débat purement académique. C'est ce qui explique aussi que trop souvent cette question a été traitée sans que les auteurs parviennent à s'abstraire de pré-supposés idéologiques. Comme le fait d'ailleurs remarquer Miriam Fendius Elman dans son introduction, les États-Unis ont eu la tentation ces dernières années de lier les avancées de la paix dans le monde à la consolidation démocratique parce que « la gouvernance démocratique a remplacé l'endiguement comme solution la plus efficace pour garantir un ordre international pacifique ».